

**LEFEVRE ET MME CHAUMEL**  
**Agent général Aréas Assurances**

avenue De Provence  
26320 ST MARCEL LES VALENCE

Téléphone : 04.75.42.23.49.

Courriel : l.lefevre@areas-agence.fr

N° Orias (www.orias.fr) : 07017825-07029730

**ITH S.A.R.L.**

18 RUE CLAUDE BERNARD  
26100 ROMANS SUR ISERE

**Nos références** : 2726 1980

ST MARCEL LES VALENCE, le 10/01/2018

**Vos références** : Sociétaire n°6197807

Contrat n°12038106Y

**ATTESTATION D'ASSURANCE Multirisque des entreprises de la Construction**

Valable \* du 01/01/2018 au 31/12/2018

N° de SIRET/SIREN 52180863400013

**LES GARANTIES**

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent exclusivement :

- aux activités professionnelles suivantes (selon le libellé de la nomenclature FFSA des activités du BTP) :

ACTIVITES	DEFINITIONS
415	<p><b>Isolation thermique - Acoustique</b></p> <p>Réalisation, y compris leurs revêtements et menuiseries, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- isolation thermique de murs, parois, sols, plafonds et toitures de tous ouvrages,</li> <li>- isolation et de traitement acoustique par la mise en oeuvre de matières ou matériaux adaptés.</li> <li>- isolation frigorifique des locaux de toute capacité et fonctionnant à toutes températures,</li> <li>- calorifugeage des circuits, tuyauteries et appareils.</li> </ul>
999	<p><b>Traitement de Charpente dans la limite de 10% du Chiffre d'affaires selon technique courante et procédé Sodevi"</b></p>

Le terme réalisation comprend pour toutes les activités du tableau la conception, la mise en œuvre y compris la préparation des supports, la transformation, le confortement, la réparation, la maintenance, l'entretien et le montage levage.

Par la notion de travaux accessoires et/ou complémentaires, il faut entendre la réalisation de travaux nécessaires et indispensables à l'exécution des travaux relevant de l'activité principale définie. Ces travaux répertoriés comme accessoires ou complémentaires ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un marché de travaux à part entière. Si tel est le cas, l'attestation d'assurance doit reproduire précisément l'activité objet du marché de travaux. A l'inverse, ces travaux seraient alors réputés non garantis.

Cette police n'a pas pour objet de garantir l'une des activités suivantes :

promoteur immobilier (art 1831-1 du Code Civil), vendeur d'immeuble à construire (art 1641-1 du Code Civil), constructeur

## LES GARANTIES

de maisons individuelles, avec fourniture de plans, au sens de la loi 90-1129 du 19 décembre 1990, vendeur après achèvement d'un ouvrage, mandataire du propriétaire de l'ouvrage, maître d'œuvre, bureau d'études techniques, contractant général (titulaire du marché de maîtrise d'œuvre et de celui de l'ensemble des travaux de l'opération de construction), entrepreneur général (titulaire du marché de l'ensemble des travaux de l'opération de construction) sans personnel d'exécution;

Nature des garanties :

Intitulé de la garantie	Garantie ou exclue
Dommages matériels à l'ouvrage et aux biens sur chantier av. réception	Garantie
Responsabilité civile de l'entreprise	Garantie
Responsabilité décennale	Garantie
Garanties complémentaires à la responsabilité décennale	Garantie
Catastrophes Naturelles	Garantie

### PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.
- aux travaux réalisés en France métropolitaine
- aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de **15 000 000 €**.
- pour des marchés de travaux dont le montant HT n'est pas supérieur à **3 000 000 €**.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants:
  - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P<sup>(1)</sup> ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P<sup>(2)</sup>,
  - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P<sup>(3)</sup>,
    - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
    - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

**Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.**

<sup>(1)</sup> Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)).

<sup>(2)</sup> Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE ([www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr](http://www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr)) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)).

<sup>(3)</sup> Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)).

## ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Art. A. 243-3, 3°

### Nature de la garantie :

Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.

### Montant de la garantie :

En habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.

Hors habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.

Lorsqu'un contrat collectif de responsabilité décennale est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.

### Durée et maintien de la garantie:

La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.

Par dérogation à l'article A. 243-3, 3°ci-dessus mentionné, il est précisé que le présent contrat accorde un montant de garantie «hors habitation» équivalent à celui applicable à «l'habitation».

La garantie obligatoire fonctionne selon les règles de la capitalisation

## GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

### Nature de la garantie :

Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.

### Durée et maintien de la garantie:

La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée. Elle est gérée en capitalisation.

## GARANTIE DECENNALE FACULTATIVE DES OUVRAGES NON SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus.
- aux travaux réalisés en France métropolitaine
- aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de **250 000 €**.
- pour des marchés de travaux dont le montant HT n'est pas supérieur à **38 000 €**.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
  - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P<sup>(4)</sup> ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P<sup>(5)</sup>,
  - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2<sup>(6)</sup>,
    - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
    - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

**Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur**

<sup>(4)</sup> Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)).

<sup>(5)</sup> Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE ([www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr](http://www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr)) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)).

<sup>(6)</sup> Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)).

## GARANTIE RESPONSABILITÉ CIVILE EXPLOITATION ET APRES LIVRAISON DES TRAVAUX

Ce contrat garantit également les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'entreprise assurée peut encourir en raison des dommages causés aux tiers, avant ou après livraison des travaux, à l'exclusion des dommages relevant de responsabilités visées aux articles 1792 et suivants du code civil.

Cette attestation ne s'applique pas lorsqu'il est recouru à un Contrat Collectif de Responsabilité Decennale (CCRD).

**La présente attestation ne peut engager AREAS Dommages au-delà des clauses et conditions du contrat Multirisque des entreprises de la Construction auquel elle se réfère et n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur.**

Pour Aréas Dommages  
Le Directeur Général



## TABLEAU DES MONTANTS DES GARANTIES ET FRANCHISES

Les montants des garanties sont fixés par année d'assurance ou par sinistre. Ils constituent l'engagement maximum de l'assureur quel que soit le nombre de sinistres ou de victimes, sans report d'une année d'assurance sur l'autre. Ils se réduisent et s'épuisent par tous règlements amiables ou judiciaires d'indemnités.

Le marché du Sociétaire au jour de la signature ne doit pas excéder 3 000 000 € HT et le coût total de l'opération à laquelle il participe ne doit pas excéder 15 000 000 € HT s'il s'agit d'un ouvrage soumis à obligation d'assurance		
	Montant de la garantie	Franchise
<b>Garantie B</b>		
<b>RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ENTREPRISE</b>		
<b>1) Dommages survenus avant réception</b>	7 000 000 € / sinistre <sup>(1)</sup>	
Dommages corporels, matériels et immatériels confondus	1 500 000 € / année d'assurance	Néant
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dont Faute inexcusable et Dommages corporels aux préposés</li> <li>• Dont Dommages matériels et immatériels consécutifs</li> <li>• Dont Dommages immatériels non consécutifs</li> <li>• Dont Vols commis par les préposés</li> </ul>	500 000 €	800 €
	100 000 €	800 €
	15 000 €	500 €
<b>2) Dommages survenus après réception</b>	1 500 000 € / année d'assurance <sup>(1)</sup>	Néant
Dommages corporels, matériels et immatériels confondus	800 000 €	800 €
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dont Dommages matériels et immatériels consécutifs</li> <li>• Dont Dommages immatériels non consécutifs</li> </ul>	100 000 €	800 €
<b>3) Autres dommages</b>	500 000 € / année d'assurance	1 000 €
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dommages résultant d'une atteinte accidentelle à l'environnement</li> <li>• Dommages du fait des engins de chantier</li> </ul>	30 000 €	500 €
<b>Garantie D</b>		
<b>LA RESPONSABILITÉ DÉCENNALE</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance</li> </ul>	<b>Par sinistre</b>	1 600 €
	A hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage <sup>(2)</sup>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsabilité du sous-traitant en cas de dommages de nature décennale</li> </ul>	4 000 000 €	1 600 €
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ouvrages de génie civil non soumis à l'obligation d'assurance</li> </ul>	45 000 €	1 600 €
<b>Garantie E</b>		
<b>GARANTIES COMPLÉMENTAIRES À LA RESPONSABILITÉ DÉCENNALE</b>		
<b>1) Ouvrages de construction</b>	<b>Par sinistre</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables</li> <li>• Dommages immatériels consécutifs</li> <li>• Dommages aux existants</li> </ul>	150 000 €	1 600 €
	150 000 €	1 600 €
	150 000 €	1 600 €
<b>2) Ouvrages de génie civil</b>	50 000 €	1 600 €
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dommages aux existants</li> </ul>		
<b>Garantie A</b>		
<b>DOMMAGES MATÉRIELS À L'OUVRAGE ET AUX BIENS SUR CHANTIERS AVANT RÉCEPTION (A L'EXCLUSION DES OUVRAGES DE GENIE CIVIL)</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dommages matériels à l'ouvrage y compris l'effondrement (frais et accessoires compris)</li> </ul>	450 000 €	1 600 €
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coût de remplacement des biens sur chantiers (frais et accessoires compris)</li> </ul>	30 000 €	1 000 €
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Catastrophes Naturelles</li> </ul>	450 000 €	Franchise légale
<b>Garantie C</b>		
<b>PROTECTION JURIDIQUE</b>		
	Voir Conventions Spéciales P654 CS	

<sup>(1)</sup> Les dispositions du paragraphe 8.1.3 des Conditions Générales (cf. Revalorisation du montant de la garantie) ne s'appliquent pas à ce montant.

<sup>(2)</sup> Y compris les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.